

1) Développement du secteur privé

L'une des grandes priorités de la Banque sera de permettre au secteur privé d'assumer un rôle plus important dans une économie de plus en plus tournée vers l'extérieur. Elle veillera prioritairement à renforcer le système bancaire, à rehausser la qualité de l'éducation pour améliorer la main-d'oeuvre, et à éliminer les obstacles posés à la construction d'habitations à bon marché.

2) Amélioration de la gestion des ressources du secteur public

La Banque aidera le secteur public tunisien à jouer un rôle de soutien plutôt que de contrôle et ce, en aidant l'administration civile à s'adapter à un environnement plus libéralisé et décentralisé. Les problèmes particuliers de l'industrie du phosphate seront aussi pris en compte.

3) Insistance sur les secteurs sociaux et sur l'élimination de la pauvreté

La Banque veillera à appuyer les efforts traditionnels de la Tunisie pour valoriser les secteurs sociaux et pour alléger la pauvreté. Dans ce domaine, la Banque s'attachera aussi à améliorer l'efficacité du système de protection sociale. Elle s'attaquera également aux pires foyers de pauvreté qui subsistent encore en Tunisie.

4) Gestion des ressources naturelles et de l'environnement

La Banque appuiera davantage les efforts de la Tunisie pour protéger ses maigres réserves en eau. Dans les domaines de l'assainissement, de la gestion environnementale et de l'agriculture, elle financera des projets qui visent à améliorer la gestion de l'environnement national.

5) Intégration de l'économie aux marchés du monde

La Banque tentera d'aider le pays à s'intégrer aux marchés du monde. De plus, elle s'efforcera d'aider la Tunisie à diversifier son économie et à accéder aux marchés financiers internationaux.

Par le passé, c'est le secteur public qui a le plus bénéficié des opérations de la Banque en Tunisie. Les cinq nouveaux piliers de la stratégie de la Banque pour l'aide à ce pays visent maintenant à privilégier le secteur privé. Dans les secteurs des services sociaux et des infrastructures, la Banque continuera à